

lui et ses collègues avaient hérité d'un beau gâchis, que des renseignements avaient été tenus secrets et que c'était la raison pour laquelle ils avaient été incapables de prévenir le recul de l'économie.

En mars 1958, au cours de cette campagne électorale, le chômage sévissait. Déjà en janvier 1958, il était devenu un problème pour le gouvernement, mais celui-ci avait jugé qu'il importait plus de faire des élections que de s'occuper de la situation économique, qui manifestement réclamait son attention. Cependant, pour le ministre des Finances, la situation n'était pas telle. Et le ministre des Finances ne se trompe jamais. Dans deux exposés budgétaires subséquents, il est revenu, et pour l'approuver, sur le premier exposé de la situation économique qu'il a fait à la population du Canada, le 6 ou le 7 décembre 1957, non dans un exposé budgétaire mais dans une déclaration ou une modification de caractère financier.

Je me rappelle fort bien. Le ministre y dit et répète—je pourrais le citer si j'en prenais le temps—que c'est justement ce qu'il faut pour faire face aux conditions économiques qui vont se présenter, que cette révision est ce qui convient, qu'elle est très sage. Il a alors reçu l'appui du ministre du Travail et du ministre des Pêcheries.

Eh bien! nous nous rappelons la campagne électorale. Le premier ministre a promis que, même si le chômage atteignait des niveaux sans précédent depuis la crise d'avant-guerre, personne n'aurait à souffrir du chômage s'il était élu. Voilà les propos qu'il a tenus à Halifax, à la veille du scrutin, le 31 mars 1958. Nous ne pouvons cependant affirmer que notre économie soit en bonne santé. Après les élections de l'été 1958, la plupart des ministres ont franchi l'océan et sont allés à l'étranger peindre la situation canadienne sous les dehors les plus éclatants.

Venons-en à 1959. Il y a bien eu une légère reprise, mais il restait pas mal de chômage. On ne s'est pas fatigué à en chercher les causes par des moyens scientifiques. De toute façon, le gouvernement a jugé le moment venu de rompre ce qu'il croyait être un mouvant d'expansion continue. Il a donc prévu, dans le budget de 1959, un supplément d'impôt annuel d'environ 350 millions.

Je passe rapidement, car je veux en venir au dernier budget principal qui nous est familier, celui qui normalement est présenté en mars et qui, cette fois-là, a bien été produit ce mois-là. A ce moment-là, nous avions encore des listes impressionnantes de chômeurs, mais le ministre disait que le chômage ne pèserait plus sur nous et cesserait de nous inquiéter quand la neige serait partie. Je sais qu'il est facile de critiquer après

coup et je puis en dire autant de ceux qui prétendent qu'on aurait dû être mieux avisé. Mais j'ai dit l'autre soir comme en décembre, et je suis prêt à le démontrer, qu'à cette date-là, le 31 mars 1960, on a fait preuve d'un optimisme béat sans connaître les données économiques.

J'en ai donné un exemple mardi. J'ai démontré que pour les journaux du pays, il était évident, trois semaines avant la présentation du budget, qu'il y avait une divergence radicale d'opinion entre l'opposition officielle et le gouvernement sur la question de savoir si les mesures prises étaient suffisantes pour parer aux nuages qui s'amoncelaient à l'horizon. Le ministre prétend qu'il a toujours raison sur ces questions, mais j'affirme qu'à peine 12 jours plus tard, l'opposition lui a présenté des prévisions qui, dans le passé, se sont révélées exactes et qui, depuis, se sont révélées aussi précises que tout ce que j'ai entendu. Le ministre n'a voulu rien faire, sauf s'en prendre à l'opposition, parce qu'elle formulait ces prévisions, y compris une prévision d'un très distingué conseiller économique du gouvernement, M. Firestone, membre d'un des principaux ministères. Le ministre a tout tourné en ridicule et déclaré qu'il n'était pas disposé à écouter les prophètes de malheur.

Et il s'est entêté dans cette attitude. Ce que je reproche au ministre, ce n'est pas seulement d'avoir fermé les yeux sur certains faits évidents pour les autres, mais de s'être entêté et de s'être refusé à mettre en vigueur un programme qui aurait pu atténuer les conséquences d'une récession économique. Qui plus est, comme je l'ai dit l'autre soir, c'est le ministre des Finances, semble-t-il,—et c'est une accusation qui vient d'un collègue du cabinet, et non de moi—qui a bloqué le crédit à l'égard de la construction de maisons, qui est l'un des éléments économiques les plus directement liés à l'embauche.

Cependant, pour me référer à une autre source, je suis sûr que la plupart des honorables députés ont reçu ce matin à Ottawa la *Gazette* de Montréal. Tout le monde sait que les articles d'un journaliste très éminent en matière de finance, M. John Meyer, figurent dans la page financière de ce journal. Trois jours après l'exposé budgétaire, l'an dernier, M. Meyer écrivait que ce budget immobiliste était insuffisant, ce qui aurait dû sauter aux yeux du gouvernement. Cependant, le gouvernement a continué dans cette voie les yeux fermés. Je me souviens que le ministre des Finances s'est rendu à Winnipeg, à la mi-mai, pour dire que les choses allaient merveilleusement bien, et qu'il n'avait ni le temps ni la patience d'écouter les prophètes